



Confédération
de demain

Le soutien au bilinguisme et à l'apprentissage d'une langue seconde

**Environics
Institute**
For Survey Research

SÉRIE 2024





**Confédération
de demain**

Les sondages de la Confédération de demain permettent aux Canadiennes et aux Canadiens de s'exprimer sur les grandes questions qui façonnent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. Ces sondages sont effectués tous les ans par un regroupement d'importants organismes de recherche socio-économique et de politique publique du pays.

L'étude 2024 a interrogé 6036 adultes entre le 13 janvier et le 13 avril (82 % des réponses ont été recueillies entre le 17 janvier et le 1er février), 94 % des réponses ayant été recueillies en ligne. Les autres réponses ont été recueillies par téléphone auprès de répondants vivant dans le Nord ou au sein des réserves des Premières Nations.

Les réponses à l'enquête sont pondérées en fonction de l'âge, du sexe, de la région, du niveau d'éducation, de l'identité autochtone et de la langue parlée à la maison, afin d'être représentatives de la répartition réelle de la population adulte canadienne.

Consultez plus de documents de la série Confédération de demain

**Environics
Institute**
For Survey Research



CENTRE
D'EXCELLENCE
SUR LA
FÉDÉRATION
CANADIENNE

CENTRE OF
EXCELLENCE
ON THE
CANADIAN
FEDERATION



BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

**CANADAWEST
FOUNDATION**



First Nations
FINANCIAL
MANAGEMENT
BOARD

CONSEIL
DE GESTION
FINANCIÈRE des
Premières Nations



CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME



La politique de bilinguisme officiel garantit que les citoyens peuvent interagir avec le gouvernement fédéral en français ou en anglais, selon leur préférence. Mais le bilinguisme canadien a une dimension personnelle en plus de la dimension politique, de nombreux Canadiens apprenant l'anglais ou le français comme deuxième langue. Selon le recensement de 2021, 9 % des anglophones au Canada peuvent également parler le français, et 48 % des francophones peuvent parler l'anglais.

Le bilinguisme officiel a été mis en place il y a plus de 50 ans, en partie pour préserver l'unité du pays à la suite de la Révolution tranquille au Québec. Mais si, historiquement, cette politique a bénéficié du soutien de l'opinion publique, elle a aussi parfois suscité la controverse, notamment parmi ceux qui y ont vu le symbole d'un gouvernement fédéral trop préoccupé par les intérêts des Québécois par rapport à ceux des autres Canadiens. De temps à autre, certaines critiques ont également remis en question le bien-fondé de la priorité accordée au bilinguisme anglais-français, alors que la population d'origine non européenne du pays a augmenté et que la mondialisation économique a mis en évidence l'importance de contacts plus étroits avec les partenaires commerciaux asiatiques.

L'enquête de 2024 de la Confédération de demain revient sur ce sujet en posant une série de questions sur la politique de bilinguisme officiel et sur l'importance de l'apprentissage d'une deuxième langue chez les enfants. Il en ressort que le soutien au bilinguisme en tant que politique et l'intérêt pour l'apprentissage d'une seconde langue par les enfants restent tous deux assez élevés.¹ La plupart des Canadiens hors Québec qui pensent qu'il

1 Cette question a été abordée dans le sondage de 2019; le rapport se trouve à <https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/official-bilingualism-at-50> [en anglais seulement]. Les résultats de 2001 sont tirés du sondage Portraits du Canada effectué par le Centre de recherche et d'information sur le Canada (2001).

est important que les enfants apprennent une deuxième langue pensent également plus spécifiquement que cette langue devrait être le français. Le soutien au bilinguisme officiel et l'intérêt pour l'apprentissage du français comme deuxième langue par les enfants sont tous deux beaucoup plus élevés chez les anglophones qui ont des amis proches francophones.

L'enquête confirme toutefois que, pour certains Canadiens au moins, les opinions sur le bilinguisme sont liées à certains ressentiments régionaux. Ceux qui estiment que leur propre région est traitée de manière inéquitable dans la fédération canadienne, ou qui pensent que le Québec est favorisé sont beaucoup moins susceptibles de soutenir le bilinguisme officiel.

D'une manière générale, l'alternative préférée de ceux qui s'opposent au bilinguisme anglais-français n'est pas une autre forme de bilinguisme (ou de multilinguisme), mais plutôt l'unilinguisme anglais. En d'autres termes, une majorité relative de personnes qui ne souhaitent pas que leurs enfants apprennent le français ne pensent pas qu'il soit important que les enfants apprennent une deuxième langue. Cela suggère que l'accent mis sur le bilinguisme anglais-français au Canada n'est pas en contradiction avec la promotion d'autres langues, et qu'il demeure la meilleure voie pour renforcer la compétence en langue seconde, quelle qu'elle soit.

Le soutien au bilinguisme en tant que politique et l'intérêt pour l'apprentissage d'une seconde langue par les enfants restent tous deux assez élevés. De plus, la plupart des Canadiennes hors Québec qui pensent qu'il est important que leur enfant apprenne une deuxième langue pensent également plus spécifiquement que cette langue devrait être le français.



Faits saillants

- Environ huit Canadiens sur dix sont en faveur de la politique de bilinguisme officiel, dont trois Canadiens sur quatre en dehors du Québec. Ce soutien s'est maintenu au cours des deux dernières décennies.
- La plupart des Canadiens déclarent qu'il est important pour eux que leurs enfants apprennent à parler une deuxième langue. C'est le cas de deux Canadiens sur trois à l'extérieur du Québec. L'opinion sur cette question a peu changé depuis 2019, mais la proportion est plus faible qu'en 2001.
- Parmi les anglophones qui déclarent qu'il est important pour eux que leurs enfants apprennent à parler une deuxième langue, le choix le plus fréquent est de loin le français.
- Alors que les Autochtones qui reconnaissent qu'il est important pour eux que leurs enfants apprennent une deuxième langue sont plus susceptibles de choisir l'autre langue officielle (le français pour les anglophones et l'anglais pour les francophones), le deuxième choix le plus fréquent est une langue autochtone.
- Si la proportion de personnes estimant qu'il est important que les enfants apprennent le français a diminué au cours des deux dernières décennies, ce n'est pas principalement en raison d'un intérêt accru pour l'apprentissage d'autres langues, mais parce que l'intérêt pour l'apprentissage d'une langue seconde pour les enfants est moindre, ou que les opinions sur le sujet sont moins tranchées.
- L'opposition au bilinguisme est plus forte chez ceux qui estiment que leur province n'est pas traitée avec le respect qu'elle mérite au Canada, ou qui pensent que le gouvernement fédéral favorise le Québec par rapport à d'autres régions du pays.
- Le soutien ferme au bilinguisme officiel parmi les anglophones hors Québec est presque deux fois plus élevé chez ceux qui déclarent avoir de nombreux amis proches francophones que chez ceux qui déclarent ne pas avoir d'amis proches francophones.

Environics Institute

For Survey Research

L'Environics Institute for Survey Research a été fondé par Michael Adams en 2006 avec le mandat de mener des recherches approfondies sur l'opinion publique et les questions sociales liées aux enjeux qui façonnent l'avenir du Canada. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les Canadiennes et Canadiens peuvent mieux comprendre la population d'aujourd'hui et la société en évolution.

Pour nous joindre

environicsinstitute.org

info@environicsinstitute.org

33, rue Bloor, bureau 701
Toronto (Ontario) M4W 3H1

Suivez-nous

